

# Document

## Le déficit public de la zone euro atteint 6,3% du PIB. (23.04)

### **AP - 22.04.**

Le déficit public de la zone euro a atteint 6,3% de son Produit intérieur brut (PIB) en 2009, contre 2% en 2008, selon les chiffres communiqués jeudi par l'agence européenne de la statistique, Eurostat. En Grèce, la situation est pire que prévue, avec un déficit égal à 13,6% du PIB (contre des prévisions de 12,9%), alors que les fonctionnaires grecs étaient à nouveau en grève jeudi.

Crise financière oblige, au-delà de la zone euro, le déficit est passé de 2,3% à 6,8% du PIB en 2009 pour l'ensemble de l'Union européenne, selon Eurostat. La dette publique a, elle, atteint 78,7% du PIB pour les 16 pays de la zone euro, contre 69,4% l'année précédente. Elle est passée de 61,6% à 73,6% pour les Vingt-Sept.

Au total, "aucun Etat membre n'a enregistré un excédent public en 2009", note Eurostat dans un communiqué, précisant que "25 Etats-membres ont enregistré une détérioration de leur solde public (...) en 2009 par rapport à 2008, et deux (Estonie et Malte) une amélioration".

Dans le détail, c'est l'Irlande qui affiche le plus lourd déficit de l'UE, avec un trou équivalent à 14,3% du PIB. Viennent ensuite la Grèce (13,6%), le Royaume-Uni (11,5%) et l'Espagne (11,2%). En France, le déficit a atteint (7,5%). Les meilleurs élèves sont la Suède (0,5%), le Luxembourg (0,7%) et l'Estonie (1,7%), les seuls avec le Danemark (2,7%) et la Finlande (2,2%) à respecter le seuil des 3% fixé par Bruxelles.

En termes de dette publique, "12 Etats membres ont affiché un ratio (...) supérieur à 60% du PIB en 2009", au premier rang desquels l'Italie (115,8%), selon Eurostat. La France fait partie de ces pays, avec un ratio de 77,6%.

Les chiffres d'Eurostat témoignent d'une situation encore pire que prévue en Grèce, où le déficit a atteint 13,6% du PIB, alors que les prévisions tablaient sur 12,9%. Le niveau de dette publique par rapport au PIB s'élève par ailleurs à 115,1%, le deuxième plus haut niveau de l'UE.

Eurostat a par ailleurs exprimé "une réserve sur la qualité des données déclarées par la Grèce", notamment "en raison des incertitudes sur l'excédent des caisses de sécurité sociale pour 2009" et sur "le classement de certains organismes publics". Cette réserve "pourrait conduire à une révision pour l'année 2009 de l'ordre de 0,3 à 0,5 points de PIB pour le déficit et de 5 à 7 points de PIB pour la dette", prévient l'agence européenne de la statistique.

Pour certains analystes, ces nouveaux chiffres sont si mauvais qu'ils doutent désormais qu'Athènes puisse combler sa dette au cours des années à venir, même avec l'aide du Fonds monétaire international (FMI) et de l'UE. L'agence de notation Moody's a ainsi abaissé jeudi la note de la Grèce d'A2 à A3, une décision qui devrait encore entraver la capacité de la Grèce à emprunter sur les marchés.

La Grèce a entamé mercredi des discussions avec le FMI, la Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE) sur le plan de sauvetage européen, qui prévoit notamment des prêts bilatéraux garantis par les pays de l'eurozone et le FMI. Les pays de la zone euro se sont engagés à débloquer 30 millions d'euros dès cette année, mais les dispositions sur le long terme doivent encore être fixées.

Dans ce contexte, les fonctionnaires grecs étaient de nouveau en grève pour 24 heures jeudi contre le plan d'austérité mis en place par le gouvernement de Georges Papandréou.

Les services publics étaient perturbés, mais les aéroports restaient ouverts, les contrôleurs aériens ayant décidé de ne pas participer au mouvement après la pagaille causée par le nuage de cendres volcaniques.

Le port du Pirée, le plus important d'Athènes, était bloqué. Entre 3.000 et 4.000 personnes ont également manifesté à Athènes.